

UN COUVRE FEU QUI NE MASQUERA PAS UNE POLITIQUE LIBÉRALE DÉSASTREUSE

Sans surprise, nous subissons à nouveau un recours à un état d'urgence sanitaire qui comprend, entre autres, un couvre-feu de 21h à 6h pouvant aller jusqu'au 1er décembre. Pas de limitation de déplacements entre les régions : Il faut sauvegarder l'économie...mais pas un mot sur les hôpitaux !!

HAUSSE DES INÉGALITÉS / PFLSS ET PLF 2021

Avec la crise sanitaire, 33% des français ont vu leurs revenus baisser et le Secours Populaire a enregistré une hausse des nouvelles demandes de 45% sur certains territoires particulièrement touchés. Dans le même temps, la fortune des milliardaires français atteint 443 milliards de dollars et a quintuplé en dix ans (+439% par rapport à 2009) et ce notamment, grâce à la suppression de l'ISF.

On aurait pu penser au vu de ces constats que le gouvernement allait faire le nécessaire pour réduire ces inégalités et mettre plus de justice sociale dans sa politique. Au contraire la mesure emblématique du Projet de Loi de Financement de la Sécurité sociale 2021 (PLFSS) vise, entre autres, à faire payer le passage aux urgences à tous ceux qui en était dispensés, comme les malades chroniques ou les femmes enceintes ! Pour désengorger les urgences, Macron préfère en chasser les malades les plus pauvres, plutôt que de recruter du personnel.

Pas étonnant donc que ce PFLSS prévoie 4 milliards d'économies sur l'Assurance-Maladie dont 1 directement pris sur le budget des hôpitaux publics. De même, la création d'une cinquième branche pour prendre en charge la perte d'autonomie sans financement propre ne pourra conduire qu'à l'augmentation de la CSG sur les pensions de retraite.

Macron poursuit son projet destructeur « quoi qu'il en coûte » socialement. A travers le Projet de Loi de Finance, il poursuit la destruction des Services Publics et du Service Public à l'emploi. Il maintient à tout prix sa réforme qui durcit les conditions d'accès à l'assurance-chômage et en réduit les montants d'allocations. Alors même que l'ensemble des confédérations syndicales exige son abandon. D'ailleurs le gouvernement ne s'en cache pas, le projet de réforme des retraites va également revenir sur la table afin de résorber une partie des déficits annoncés.

RÉPRESSION SYNDICALE ET DISCRIMINATION

Nos directions jouent sur le gel et le bas niveau de nos salaires pour attiser les divisions entre salariés avec la multiplication des primes : Covid, contact-tracing par exemple. Mais face à l'opacité des critères d'attribution le mécontentement monte. Notre revendication d'une hausse générale des salaires profitant à tous, trouve de plus en plus d'écho.

Cette volonté de division n'est pas nouvelle, ainsi la répression déjà présente avant la crise sanitaire s'amplifie particulièrement contre les militants CGT. Les employeurs veulent nous faire peur et menacent les salariés qui voudraient se défendre. Ils s'acharnent donc contre nos camarades des Missions Locales (Ludovic Mourault et Vincent Delvalle), mais aussi contre la Secrétaire Générale de l'Union Départementale de la Vienne (Catherine Giraud) convoquée pour la troisième fois par le procureur pour des coupures de courant lors du mouvement des retraites. Ou bien, contre 18 militants de la CGT Monoprix assignés par leur employeur pour de simples faits de grèves. Quand on touche à un de nos militants, c'est toute la CGT qui doit réagir. Nous affirmons donc ici notre soutien à tous nos camarades réprimés.

Mais nous ne nous laisserons pas intimider par ces manœuvres. C'est pourquoi nous construisons des mobilisations et continuons à porter notre projet de société et nos propositions au plus près des salariés.

ACTIONS

- samedi 17 octobre rejoignons la Marche pour l'emploi et la dignité, Place de la République à Paris.
- mardi 27 octobre participons à la grande journée de mobilisation et de grève intersyndicale du Régime Général pour obtenir un meilleur projet de classification avec de véritables parcours professionnels et une vraie reconnaissance salariale.
- du 19 au 31/10 participons au déploiement confédéral sur tout le territoire aux côtés des nombreux salariés en lutte.
- mardi 17 novembre soutenons la journée d'action des retraités pour la revalorisation des pensions.

PROPOSITIONS

La CGT propose la mise en place d'une Sécurité sociale du XXI^e siècle. Une Sécurité sociale à 100% pour la santé, la famille, l'emploi, la retraite et la prise en charge de la perte d'autonomie. Financée par le salaire socialisé, car la cotisation permet la juste redistribution, et gérée par les assurés sociaux eux-mêmes pour répondre à nos besoins, pas à des contraintes budgétaires.

**MASQUÉE MAIS PAS MUSELÉE, LA FNPOS CGT RESTE À VOS COTES.
REJOIGNEZ-NOUS POUR IMPOSER LE 100% SÉCU !!**

100% SÉCU

